

Tirons le bilan des élections régionales Construisons le NPA dans les luttes

Trois ans après son élection, Nicolas Sarkozy a subi sa première défaite sérieuse sur le terrain électoral. Lors des élections régionales, l'UMP a obtenu seulement 27 % des voix, le plus bas score pour la droite depuis la création de la Cinquième République en 1957.

Le Parti Socialiste, qui a gagné 21 des 22 régions en métropole, espère que ce résultat soit un tremplin pour les élections présidentielle de 2012. Que va-t-il faire d'ici là ? Rien, si ce n'est continuer dans sa guéguerre interne entre candidats déclarés et nouvelle génération de gestionnaires du capitalisme.

Le résultat électoral a montré que les masses rejettent sans appel la politique du gouvernement. En fait la crise a démasqué encore une fois les mensonges derrière les promesses de Sarkozy. Sous le président du « pouvoir d'achat », celui du « travailler plus pour gagner plus », le chômage atteint le record de 9.6 % selon les statistiques officielles, avec 418 000 nouveaux chômeurs en 2009. Presque un million de chômeurs arriveront à la fin de leur allocation dans les mois prochains, et les mesures annoncées ne porteront aucune solution durable au problème de fond.

La vague de résistance contre les fermetures de site et les autres effets de la crise au printemps 2009 a été gaspillée par les dirigeants réformistes, sans aucune victoire importante. Cette fois-ci, les travailleurs ont utilisé leur vote pour infliger une défaite à l'arrogance du président. Toutefois, cela ne vient pas d'un regain des illusions dans le PS ou dans ses conseils régionaux comme un rempart contre la crise. Les travailleurs ont utilisé le PS comme une arme de la lutte de classe, rudimentaire mais efficace à un certain niveau, pour affaiblir le président.

Naturellement la grosse déception a été le score du NPA, à peine 2.7 %. Mais cela est à l'image de sa campagne sans aucune mordant. Après des mois de débat interne, le NPA reste profondément divisé sur la question du contenu politique de la campagne et

sur la question des alliances. Fallait-il s'allier avec PCF et PG ? La tendance droitiste au sein du parti souhaitait une alliance avec ces forces sur des bases réformistes, sans aucun engagement de leur part quant à une éventuelle participation à une gestion des régions avec le PS.

Enfin, le NPA s'est présenté dans la moitié des régions en alliance avec d'autres forces et a refusé de mener une campagne politique nationale. Le mot d'ordre principal « Tout changer, rien lâcher » brillait surtout pour son vide politique. La revendication, par ailleurs juste, de la gratuité des transports, était loin de constituer une réponse adéquate aux préoccupations quotidiennes des travailleurs. Au total, la campagne du NPA ne se distinguait pas de celle des partis réformistes.

Il aurait fallu mettre en avant un programme d'urgence, au niveau national, pour la lutte contre le chômage et les fermetures de site, contre le démantèlement des services publics et contre le racisme d'état. Le manque de punch, de solutions concrètes, de classe et anticapitalistes face à la crise a rendu inaudible le message du NPA. Dans les prochains mois, d'ici le deuxième Congrès, le NPA doit établir un bilan critique de son action et redéfinir sa stratégie politique. Il doit choisir entre devenir un partenaire mineur dans un bloc de partis réformistes ou construire un parti basé sur la résistance de la classe ouvrière, gagnant l'avant-garde à un programme d'action révolutionnaire.

Aujourd'hui Sarkozy a promis de continuer ses « réformes » et surtout ses attaques contre les retraites. La réussite de la manifestation du 23 mars avec 800 000 personnes dans la rue montre le potentiel de combativité de la classe ouvrière et confirme la remontée des luttes des derniers mois. La tâche des révolutionnaires est d'expliquer comment nous devons nous organiser par le bas et prendre contrôle de notre mouvement. Seulement un mouvement déterminé et de masse peut stopper les attaques de Sarkozy, arrêter les fermetures de site et défendre nos acquis.

Non au racisme et à l'islamophobie

La campagne électorale du gouvernement a été menée sous le signe du racisme d'état. Eric Besson, à la tête du sinistre Ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale, a lancé l'automne dernier sa campagne sur l'identité nationale. Le but principal était de rallier à l'UMP les électeurs de Le Pen et de les convaincre que le gouvernement était déjà en train de mettre en oeuvre une politique dure et anti-immigrés. En réalité, cela a ouvert un forum où toute sorte de mensonges racistes, anti-immigrés et islamophobes ont pu s'exprimer librement. Au final cette manoeuvre cynique et réactionnaire du gouvernement n'a pas eu l'effet espéré. Le débat a montré du doigt les immigrés qui, tout en étant victimes de ce système, sont accusés encore une fois d'être les responsables de la crise. Toutefois l'électorat réactionnaire a préféré l'original à la copie et cela a gonflé le vote pour le FN. Le score de ce parti a dépassé 20 % en plusieurs régions, notamment en PACA et dans le Nord. Cela pose un vrai problème pour le mouvement ouvrier. Il est urgent d'empêcher le FN de s'enraciner sur la base de la crise économique et de répandre au sein de la classe ouvrière ses mensonges et son venin raciste.

Parallèlement, le gouvernement a essayé d'alimenter un autre débat, celui sur la burqa. Personne n'est dupe du fait qu'il s'agit d'une autre manoeuvre pour faire passer les immigrés

musulmans pour des ennemis des français, voire comme des dangereux intégristes ou terroristes. Au milieu de tout cela, le NPA a bien présenté une candidate qui porte le voile mais n'a pas eu le courage politique d'organiser un débat interne d'abord, et ensuite d'assumer cette décision. Ce flottement regrettable montre que même au NPA, une bonne partie des militants est dans la confusion la plus totale au sujet du voile islamique, en le considérant comme un symbole d'oppression de femmes et un attaque contre la laïcité. Cela signifie confondre la réalité et les symboles. La réalité est que, en France comme en Europe, la droite s'en prend aux musulmans. Aujourd'hui les musulmans sont comme les juifs dans les années 1930. Imaginons un instant si la gauche avait répondu à l'anti-sémitisme avec un appel aux juifs à abandonner leurs vêtements religieux ou avait refusé de défendre leur droit de les porter dans les écoles, les universités, les tribunaux etc. Nous devons défendre le droit des femmes musulmanes de porter, si elles le souhaitent, le voile ou la burka.

Dans les mois qui viennent, le mouvement ouvrier doit s'opposer au racisme du gouvernement et de la police ainsi qu'aux tentatives du FN d'exploiter son succès électoral. Nous devons aussi dénoncer toute forme d'islamophobie même si celle-ci se cache sous des prétextes de laïcité et de féminisme.

Qui sommes nous ?

Nous sommes les militants en France de la Ligue pour la Cinquième Internationale, une organisation communiste révolutionnaire. Notre programme « De la résistance à la révolution » et nos positions dans la lutte de classe sont fondés sur les œuvres de Marx, Engels, Lenine et Trotsky, sur les documents révolutionnaires des premiers quatre congrès de la Troisième Internationale et sur le Programme de Transition de la Quatrième Internationale. La Ligue pour la Cinquième Internationale (LCI) ne prétend pas être l'Internationale Révolutionnaire : nous sommes une tendance révolutionnaire internationale formés de groupes qui luttent pour construire une

telle internationale. La dernière Internationale révolutionnaire (la Quatrième) s'est effondré dans les années 1948-51. La LCI veut construire Cinquième Internationale et le nouveau parti mondial de la révolution socialiste. Si tu as une conscience de classe, si tu es un militant anticapitaliste, si tu es internationaliste, rejoins-nous !

historique du capitalisme, des alliances stratégiques avec les bourgeoisies « progressistes » ou « anti-impérialistes » ou nationales, pour ne pas parler d'une Internationale avec les travailleurs et de tels nationalistes bourgeois, lieraient la classe ouvrière pied et poing à une section du capital. Cela constituerait un obstacle dans le chemin vers la révolution socialiste et vers un programme de pouvoir pour la classe ouvrière. Cela répéterait les erreurs et les crimes de l'Internationale Communiste sous Staline. Lier l'internationale à la politique étrangère d'un état en particulier, même un état ouvrier, ne représente pas une base saine pour une internationale.

Néanmoins, malgré le caractère bourgeois du projet de Chavez, le président vénézuélien a répondu à un vrai besoin. Un besoin ressenti par des millions de travailleurs, de paysans et de pauvres qui luttent contre l'exploitation et la domination impérialiste. Afin de repousser les offensives des patrons, afin d'empêcher que les gouvernements fassent payer la crise aux travailleurs et aussi pour empêcher des « solutions » nationalistes réactionnaires, la classe ouvrière a vraiment besoin d'une nouvelle Internationale, révolutionnaire et de lutte. Il est vital de répondre positivement à ce besoin.

Ainsi répondre à l'appel de Chavez simplement avec une critique négative, même si cela est conforme aux principes, serait ignorer un problème aiguë. La classe ouvrière et les masses appauvries de la planète ont besoin d'une Internationale et en ont besoin MAINTENANT. Ils en ont besoin pour repousser les tentatives de leur faire payer le coût de la crise. Ils en ont besoin pour en finir avec la série de guerres impérialistes de conquêtes et d'occupation. Ils en

ont besoin pour secourir les nationalités opprimées comme les Palestiniens et les Tamil au Sri Lanka.

La classe ouvrière et les opprimés de toute la planète sont menacés par une période de chaos croissant pour le système capitaliste. Ils sont confrontés à une destruction massive de l'environnement et par des nouveaux conflits entre les grandes puissances qui essaient d'arriver à un nouveau partage des ressources naturelles et de la force travail exploitable, des conflits qui peuvent déboucher seulement sur une nouvelle guerre mondiale. Ils ont besoin d'un nouveau parti mondial de la révolution socialiste, indépendant de tous les états et de leurs gouvernants.

Il est donc du devoir de tous ceux qui se considèrent anti-capitalistes, comme le NPA en France, de tous ceux qui se définissent socialistes révolutionnaires, communistes, léninistes et trotskystes, d'unir leurs forces et de réunir une conférence de leurs organisations. Cette conférence doit discuter un programme d'action pour coordonner nos luttes défensives et pour les transformer dans une contre-attaque révolutionnaire contre l'impérialisme et le capitalisme. Elle doit aussi discuter des formes d'organisation nécessaires pour lutter pour ce programme.

La Ligue pour la Cinquième Internationale, qui interviendra, si nous pouvons, dans la réunion de Chavez en 2010, lance un appel à tous ceux qui soutiennent la lutte pour une nouvelle Internationale basée sur l'indépendance de classe prolétarienne et sur un nouveau programme révolutionnaire (peu importe le nom et le nombre qu'ils donnent actuellement à cette internationale) pour unir nos forces en 2010 et faire des pas concrets dans cette direction.

Lisez notre programme !

Le programme de la Ligue pour la Cinquième Internationale a été adopté au sixième congrès de la Ligue en 2003. C'est une lecture essentielle pour les révolutionnaires de tous les pays dans la lutte pour le socialisme. Vous pouvez le lire sur notre site web ou en demander un exemplaire (2€).



Suite à l'appel de Hugo Chavez : La lutte pour la Cinquième Internationale

Le président Hugo Chavez a appelé à une Cinquième Internationale lors d'un meeting de masse à Caracas. Voici une déclaration du Secrétariat International de la Ligue pour la Cinquième Internationale.

Le président du Venezuela Hugo Chavez a annoncé qu'il entend commencer à avancer vers la formation d'une Cinquième Internationale. La proposition a été accueillie par un tonnerre d'applaudissement par les délégués de 39 pays qui participaient à un « Meeting International des Partis de la Gauche » à Caracas le 20 novembre. Les délégués ont aussi signé une déclaration appelé l'Accord de Caracas (El Compromiso de Caracas).

La Ligue pour la Cinquième Internationale a affirmé depuis plusieurs années que les attaques contre les acquis sociaux et économiques des travailleurs, menées par la classe capitaliste sous la bannière de la Mondialisation, du Néolibéralisme et de la Guerre contre le Terrorisme, exigeaient de façon urgente une riposte coordonnée au niveau international. Dans les nombreux forums internationaux des mouvements anticapitalistes et contre la guerre qui ont eu lieu dans les dix dernières années, nous avons proposé des pas concrets pour fonder un nouveau parti mondial de la révolution socialiste, une Cinquième Internationale.

La plupart des groupes qui se réclament de Léon Trotsky et de V.I. Lénine ont répondu que l'appel pour une nouvelle Internationale était utopique. Ils affirmaient que le temps n'était pas venu, que l'appel venait « trop tôt » ou était « trop avancé » parce qu'il n'y avait pas des forces prêtes même à considérer cette initiative. Peut-être que l'initiative de Chavez réveillera ces personnes, même si la crise mondiale de 2008-2009 ne l'a pas fait. En fait, c'est vraiment un scandale pour des organisations qui se définissent anti-capitalistes, qu'elles soient d'origine « trotskyste », « maoïste » ou « communiste », que ce soit Hugo Chavez à lancer cet appel. Cela démontre clairement à quel point

« l'extrême gauche » a manqué à répondre avec clarté et courage aux besoins de la période.

Toutefois les révolutionnaires ne peuvent laisser l'initiative de fonder une nouvelle internationale des travailleurs au chef d'un état bourgeois, c'est-à-dire un état qui défend la propriété capitaliste des moyens de production et impose cela par une armée permanente et des forces de police contre le travailleurs et les pauvres du Venezuela. Naturellement, Chavez est rentré plusieurs fois en conflit avec l'impérialisme USA et, sous la pression des masses, a mis en oeuvre des réformes significatives pour les classes populaires en terme de santé et d'éducation. Mais, comme lui même a admis dans le discours dans lequel il a appelé à la Cinquième Internationale, le Venezuela reste un pays capitaliste et la machine étatique est capitaliste. Cela est une question vitale, peu importe combien de fois Chavez s'est affronté aux USA, à sa marionnette en Amérique Latine Alvaro Uribe, et à l'élite des patrons et des propriétaires terriens au sein du Venezuela.

Une Internationale liée à cet état ne serait pas une Internationale de la classe ouvrière vouée à la révolution socialiste, mais une Internationale dirigée par des nationalistes bourgeois simplement déguisés en socialistes. Si elle était fondée sous la houlette de Chavez et de son régime bourgeois, elle ne serait jamais capable de tracer un chemin d'indépendance de classe. Elle deviendrait un outil de soutien pour Chavez, Castro et leurs alliés. En fait cela pourrait même inclure des ennemies pro-impérialistes de la classe ouvrière comme le PRI mexicain ou les péronistes argentins (qui participaient aussi au meeting de Chavez de partis de « gauche »). Il ne faut pas oublier que Chavez a soutenu récemment et exprimé sa solidarité avec la répression brutale par Mahmoud Ahmadinejad des travailleurs, des femmes et des jeunes en Iran qui luttait pour les droits démocratiques et avec tentatives réitérées de Robert Mugabe de faire la même chose au Zimbabwe.

Au vingt-unième siècle, une époque de crise grave,